

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 FEVRIER 2015

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 13 (12 à compter du point n°5)

Pouvoir : 3 (4 à compter du point n°5)

L'an deux mille quinze et le neuf février, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BUISINE Serge, BERGEZ Danielle, PELLERIN Annick, Adjoint ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Eric, PALDACCI-UVERNET Antony, RONET-YAGUE Delphine, SILVA Alain.

Absents et excusés :

DIETRICH WEISS Elisabeth (pouvoir à ZAMORA Jean-Luc)

MARTIN Alain (pouvoir à BUISINE Serge)

SCHLICHTER Danièle (pouvoir à UVERNET Gabriel)

RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à PELLERIN Annick) à compter du point n°5

GUILBERT Sandrine

LAMBERT Eliane

LESUEUR Frédéric

Désignation du secrétaire de séance : M. Alain SILVA

Monsieur le Maire transmet à Mme BERTHIAUX l'inventaire des biens communaux, conformément à ses engagements lors du dernier Conseil Municipal.

Adoption du compte rendu : adopté avec observations :

Mme TAXI intervient et souhaite la modification de son intervention au sein du dernier compte rendu. Elle indique qu'elle n'a pas exposé s'agissant de M. GARCIA que « il n'a jamais assisté à un conseil municipal, nous ne savons pas à quoi il ressemble » mais a exposé « la preuve les nouveaux élus de la majorité ne l'ont jamais vu assister à un Conseil Municipal ». Elle demande donc la prise en compte de sa demande de correction.

M. GARCIA sollicite la parole et demande à M. LE MAIRE si ce dernier s'est associé aux propos de M. BUISINE du dernier Conseil Municipal.

M. LE MAIRE répond par l'affirmative et indique qu'il l'a même traité de menteur.

M. GARCIA énonce alors qu'il a préparé une lettre qu'il souhaite lire.

« Réponses aux propos tenus lors du conseil municipal du 22 décembre 2014 par Monsieur le MAIRE et Monsieur BUISINE Premier Adjoint :

Tout d'abord, concernant l'acquisition du terrain qui devait recevoir la salle des fêtes, la délibération du 30 mars 2009 stipule en effet que la commune « a l'opportunité de s'engager afin de permettre la réalisation d'un équipement collectif ayant un intérêt général (salle des fêtes) ainsi qu'une réserve foncière pour la réalisation de pare-feu ». J'en conviens je n'ai pas cité les réserves foncières. Toutefois la justification principale de l'acquisition était la construction d'une salle des fêtes. D'ailleurs dans les journaux communaux (juillet-août-septembre 2010 et septembre-octobre 2011 je ne faisais déjà référence qu'à la salle des fêtes. Ce qui nous importait dans notre propos, c'est de rappeler qu'un terrain d'un coût certain avait été acheté pour la construction de la salle. Je considère que me traiter de « menteur » est excessif et petit. Vous remarquerez en sens inverse que Monsieur le MAIRE a omis également de me traiter de menteur car je n'avais pas intégré dans le coût d'acquisition les frais de notaire. Vous restez dans votre logique diffamatoire de la campagne électorale où votre lettre réponse à ma profession de foi est du début à la fin une suite de contrevérités.

S'agissant de la location de l'ex-Vival, il convient de remettre les choses à leur place. Les élus de l'ancienne municipalité, dont moi-même, ont fait le constat que la salle Edouard Soldani n'était pas adaptée aux besoins de la population. Toutefois, le projet de construction d'une nouvelle salle a été remis à plus tard. En effet, la construction de nouvelles classes scolaires et de la crèche, l'augmentation de notre endettement, le coût élevé de la construction d'une nouvelle salle, le plan local d'urbanisme non encore établi étaient autant d'éléments qui conduisaient à différer le projet de construction. C'est pourquoi face à ce constat et à la proposition du Maire de louer la salle anciennement Vival, j'ai comme d'autres élus souhaité connaître les conditions financières de la location et visiter les locaux. A cet effet, j'ai pu constater que le plafond était bas avec l'existence de piliers à l'intérieur.

Pour répondre à M. BUISINE et à Monsieur le MAIRE j'affirme que le projet de construction n'a jamais été enterré par la commission des finances. D'autre part, le projet étudié à l'époque par la commission des finances est différent du projet de location décidé par Monsieur le MAIRE puisqu'alors la location portait sur une superficie de 270 m² pour 29 200 € H.T. par an. M. BUISINE a donc omis d'indiquer cet élément fondamental. Qui plus est, je ferai remarquer à M. BUISINE qu'il évoque la hausse de 2 points qui aurait justifié « l'enterrement définitif de projet ». C'est faux. En fait j'avais calculé et informé la commission que le paiement du prix de location de 29 200 € représentait une augmentation des taux d'imposition de 2 %.

D'autre part, contrairement à ce qu'indiquent M. BUISINE et M. le MAIRE, je n'ai jamais et à aucun moment négocié ou entamé un début de négociation sur le prix de location. D'ailleurs, je ne suis intervenu qu'une seule fois en conseil municipal s'agissant de la location de l'ex Vival, en questions diverses, et uniquement pour rendre compte de la visite du local.

En guise de conclusion, j'ajouterai que l'ancien conseil municipal ne s'est jamais prononcé par délibération sur la location de l'ex-Vival, qui plus est lorsque Monsieur le MAIRE nous a informé que les travaux de mise en conformité de la salle seraient à la charge de la commune. M. BUISINE et Monsieur le MAIRE, ce n'est pas le projet de construction qui a été enterré alors mais bien le projet de location.

Concernant les arguments donnés pour justifier la concertation engagée avec le conseil municipal, Je suis effaré. Faire référence au précédent conseil municipal qui ne se s'est jamais prononcé sur le projet et à juste titre, nier l'existence d'un nouveau conseil

municipal c'est nier l'existence des nouveaux conseillers de votre majorité et de la minorité. Ces nouveaux élus ont-ils leur mot à dire ou bien doivent-ils s'aligner sans débat quand bon vous semble ? Et que dire de la démocratie participative prônée dans votre programme. Celle-ci est inexistante.

Monsieur BUISINE et Monsieur le MAIRE, être constructif cela signifie simplement de voter les décisions qui servent au mieux l'intérêt des Thoronéens ».

M. LE MAIRE répond que lors du dernier mandat il n'a jamais souhaité louer la salle, « C'est Mme WEISS et vous-même qui le souhaitiez, moi je ne voulais pas ».

M. BUISINE intervient à son tour et souhaite répondre à M. GARCIA.

« Tout d'abord, j'ai assez travaillé dans les banques pour dire que 2% et 2 points c'est la même chose ; ensuite, je ne suis pas un menteur ».

Monsieur GARCIA réagit : « pourquoi, moi je le suis ? ».

M. BUISINE: En 2008, j'ai assisté au conseil des adjoints, conseils municipaux, réunions et commissions municipales. Je les ai repris intégralement sans les sortir de leur contexte, je ne dénigre pas, je n'invente pas. J'ai écrit ce que j'ai vu, entendu lors des réunions des conseils municipaux, réunions adjoints et finances.

Monsieur GARCIA répond « je pensais que tu les avais cités tes preuves ».

M. BUISINE : Je ne l'ai pas inventé, il y avait de ta part une folie des grandeurs car le projet était global avec Salle des Fêtes + parcours de santé + stade de foot. 4 à 5 millions c'était de la folie, il faut remettre les choses à leur place.

Monsieur GARCIA précise : « c'est pour cette raison concernant le stade que j'avais noué des relations avec les communes voisines, en l'occurrence Cabasse pour utiliser leurs équipements ».

M. BUISINE : Tu avais aussi prévu un Mini-golf aux Codouls, tu as fait un prévisionnel mais c'était déraisonnable économiquement et financièrement. On a dû couper au 2/3. Il a fallu renoncer. »

Mme TAXI souhaite attirer l'attention sur le fait que « aucune réponse n'aurait été faite si dès le départ, la minorité n'avait pas distribué des tracts mensongers dans les boîtes aux lettres des thoronéens ».

M. SILVA indique que l'on ne peut traiter quelqu'un de menteur « On peut dire que le document comporte des mensonges mais c'est différent que dire que quelqu'un est un menteur ».

M. BOISBOURDIN répond pour sa part que « c'est la même chose ».

Mme BERTHIAUX intervient à son tour « J'entends que l'on évoque une commission finances et je n'assiste qu'aux conseils municipaux. Est-ce que je ne suis pas informée de l'existence de commission ? Qu'est ce qui a le plus de valeur entre une commission et un conseil municipal ? ».

M. LE MAIRE lui répond que les commissions citées sont celles du mandat précédent. La commission finances était composée de M. HILY, M. BUISINE et M. GARCIA. Cependant, aucune commission n'a jamais fonctionné.

M. GARCIA précise que la commission finances dont il avait la charge fonctionnait et se réunissait une à deux fois par an, tout comme celle du sport et enfance-jeunesse. « Il vous revient M. LE MAIRE en tant que chef de dynamiser vos commissions ».

M. LE MAIRE conclut par le fait « En tant que chef, justement j'ai décidé de faire confiance à mes adjoints et mes conseillers municipaux délégués qui travaillent ».

Mme BERTHIAUX indique qu'au sein du dernier compte rendu du Conseil Municipal il est stipulé « Le plafond des dépenses pour la stérilisation des chats sera inscrit à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal, pourquoi n'est-ce pas mentionné dans l'ordre du jour ? ».

M. LE MAIRE répond on l'a oublié et précise qu'il est dans l'attente de rencontrer l'association qui a conclu un accord avec la Commune du Cannet des Maures pour le même objet, « Voilà pourquoi ce point n'est pas à l'ordre du jour. La majorité l'a déterminé mais je continue à dire que 2 000 € pour la stérilisation des chats c'est de trop ».

Lecture des décisions :

- Attribution du marché public 014/S02 : Assurances de la Commune.
- Attribution du marché public D014/F02 : Fourniture et pose d'une écurie en bois de 5 boxes en ligne pour la création d'une halte équestre.
- Attribution du marché public D015/F01 : Fourniture et pose signalétique de son noyau villageois.

Mme BERTHIAUX fait un commentaire en lien avec la délibération 4 et demande pourquoi prendre une décision alors que le projet de signalisation n'a pas encore été présenté au conseil et donc pas encore accepté.

Monsieur le MAIRE répond que la décision a été prise conformément à ses pouvoirs.

M. SILVA souhaite voir l'inscription de l'intervention de la CAO.

M. le MAIRE lui répond que la Commission d'Appel d'Offres n'a pas à être réunie si le montant du marché est inférieur à 207 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 186 000 de pour les marchés de travaux et que donc il est le seul à avoir le pouvoir de décider. Avec le règlement interne adopté lors du conseil municipal du 22/12/2014, la CAO ne donne son avis consultatif qu'à compter de 45 000 €.

Monsieur SILVA souhaite savoir si on a vérifié la capacité de l'entreprise pour la construction de la halte, il lui est répondu par l'affirmative.

1. <u>TARIF FORFAITAIRE « ACCUEIL MUNICIPAL DU MERCREDI APRES-MIDI »</u>

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération du 29/09/2014 portant « Tarification prix de l'accueil périscolaire »,

Monsieur le Maire rappelle que le service de la cantine du mercredi a été ouvert dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires en vue de permettre une continuité de l'accueil des enfants inscrits à la garderie ces mêmes mercredis après-midi.

Aujourd'hui, après plusieurs mois de mise en place, force est de constater que la multiplication incessante des changements dans les inscriptions (fréquence, modalités) a pour conséquence une difficulté majeure dans l'organisation.

Ainsi le personnel est mobilisé en nombre pour le service de la cantine (de 11h30 à 13h30), l'effectif municipal est ensuite réduit pour la garderie car 25 enfants quittent l'école à 13h30 et les 10 enfants fréquentant le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.) se rendent directement en soutien sans être pris en charge par les agents de la Commune.

Dès lors, considérant que l'objet premier de la réalisation du service de la cantine du mercredi après-midi avait pour objet l'accueil des enfants en garderie, Monsieur le Maire propose de créer un forfait « accueil municipal du mercredi après-midi », incluant le repas de la cantine (11h30 à 13h30) et la garderie (13h30 à 18h00).

Mme BERTHIAUX demande si une concertation avec les parents d'élèves délégués a été réalisée?

M. LE MAIRE lui répond par la négative et qu'il revient aux élus et non aux parents d'élèves de décider. Il rapporte le comportement agressif de certains parents qui l'ont pris à partie sur le seuil de l'hôtel de ville.

M. SILVA prend la parole: « Nous pouvons parler avec eux avant, parler de l'intention et on tient compte de leurs remarques souhaitées par la Commune. S'ils ne sont pas d'accord, ils ne le sont pas mais nous pouvons recueillir leurs idées ».

M. BUISINE répond : « je les ai écoutés pendant une heure au cours de cette réunion informelle. L'organisation comptabilité et gestion administrative est énorme.

M. LE MAIRE poursuit en indiquant que tous les jours, les services administratifs reçoivent 2 à 3 demandes de modifications (de jours, de date d'horaires) quotidiennement sans justifications. Il faut une secrétaire pour faire le lien avec l'école et une comptable pour toutes les modifications.

Il rappelle également que le prix du repas équivaut au coût de la marchandise, tout le reste est payé par les impôts donc nous ne pouvons pas assurer.

« Le tarif de la cantine est de 3 euros ce qui n'est pas cher comparé au tarif pratiqué ailleurs qui est d'environ 9 euros ; en plus, le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.) nous coûte 4 000 €. ».

Monsieur le Maire conclut : « Nous avons reçu l'Association des Parents d'Elèves (A.P.E.) pour la garderie du mercredi car c'est la Commune qui assume mais nous ne pouvons pas faire plus de 3 heures. Le centre aéré Accueil de Loisirs Sans Hébergement (A.L.S.H.) sans la cantine devrait coûter 22 € - 3 € de C.A.F.) soit 19€.

Je vous propose d'assurer jusqu'à la fin de l'année, la garderie présentée, nous n'arrivons pas à obtenir des données de la CAF pour établir notre projet ; notre ancien interlocuteur a subi un A.V.C. et la personne qui l'a remplacé, Mme SISSAMOUTH a démissionné depuis. Mes services mettent tout en œuvre pour y arriver».

Mme TAXI précise que « le coefficient familial a été demandé par les représentants des parents d'élèves, et la Commune souhaite alors le voir appliquer pour tous les services (cantine et garderies) mais là les parents n'étaient pas tous d'accord. Certains parents trouvaient le tarif trop élevé et d'autres parents annonçaient que le tarif leur convenait et que ce qui leur importait c'était que l'on garde leurs enfants Entre tous les parents chacun voit son intérêt propre sans envisager collectivement ».

M. SILVA énonce : « Il faut que le coefficient familial soit appliqué à tous les tarifs ».

Mme BERTHIAUX fait la remarque suivante : « Nous sommes au 2/3 de l'année scolaire. Toutes ces modifications ne permettent pas le déroulement d'une année scolaire sereine pour les familles. Il serait plus judicieux de réfléchir à cette délibération pour la rentrée scolaire 2015 ».

Mme TAXI répond: « On découvre au fur et à mesure les problématiques, chaque parent agit, réalise des modifications mais ils ne se rendent pas compte du travail généré à l'échelle de l'École. Il y a beaucoup de cas de gardes alternées car des demandes différentes qui évoluent chaque semaine. Nous serons prêt au 1^{er} septembre, il s'agit d'une mise en place et cela nécessite des ajustements ; nous espérons une rentrée plus sereine ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De créer un tarif forfaitaire mensuel « accueil municipal du mercredi après-midi » comprenant « le repas cantine (11h30 à 13h30) + la garderie (13h30 à 18h00) », les deux modalités d'accueil étant indissociables.

ARTICLE SECOND : De fixer le tarif forfaitaire « Accueil municipal du mercredi après-midi » à 40 € mensuel quelque soit le nombre de mercredi concernés et d'appliquer une réduction de 25 % sur le tarif précité à compter du 2^{ème} enfant.

ARTICLE TROISIEME : Que tout mois débuté est dû, sauf absence de plus de 15 jours justifiée par un certificat médical, déménagement, changement définitif d'établissement scolaire, signature d'un contrat d'embauche ou perte d'emploi d'un des parents. L'ensemble de ces exceptions devront faire l'objet d'une présentation d'un justificatif aux services administratifs de la mairie.

ARTICLE QUATRIEME : Que les familles dont les enfants fréquentent uniquement le service du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.), de 13h30 à 15h30, sans restauration préalable à la cantine municipale ne sont pas redevables du forfait mensuel «accueil municipal du mercredi après-midi»,

ARTICLE CINQUIEME : Que les familles dont les enfants sont accueillis par les associations thoronéennes les mercredis après-midi sont redevables, du forfait mensuel «accueil municipal du mercredi après-midi» du fait qu'ils sont pris en charge partiellement par les agents municipaux responsables de la garderie du mercredi après-midi.

ARTICLE SIXIEME : Qu'il sera appliqué une réduction de 10 € pour tout mercredi qui serait compris pendant la période des vacances scolaires.

ARTICLE SEPTIEME : Que la facturation sera établie en début de mois et payable dans les 10 jours à compter de sa réception.

ARTICLE HUITIEME : Que la présente délibération est applicable à compter du 1er mars 2015.

ARTICLE NEUVIEME : Que l'article quatrième de la délibération du 29/09/2014 portant « Tarification prix de l'accueil périscolaire » est supprimé à compter du 1^{er} mars 2015.

ARTICLE DIXIEME : De charger Monsieur le Maire d'informer l'ensemble des parents d'élèves de la présente délibération et de faire appliquer la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

2. <u>SERVICE PUBLIC CANTINE, MODALITES D'INSCRIPTIONS ET TARIFICATION.</u>
--

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération du 29/09/2014 portant sur « Tarification prix de la cantine scolaire»,

Vu la délibération du 22/12/2014 portant sur « Modalités de tarification des services municipaux cantine et garderies »,

Considérant la délibération du 09/02/2015 portant sur « Tarif forfaitaire - accueil municipal du mercredi après-midi »,

Considérant qu'il convient de préciser les modalités de décompte de la dite tarification,

Considérant la recrudescence des changements d'inscription intervenus tout au long de l'année, plusieurs fois pour les mêmes enfants,

Considérant que cette organisation nuit financièrement et en terme d'organisation au service public,

Mme BERTHIAUX fait remarquer s'agissant de l'article 3 que cette décision est très rigide, les parents sont privés de liberté de choix.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Que tout bénéficiaire du service public de la cantine de l'école Lucie Aubrac doit être inscrit pour un minimum de 2 repas hebdomadaires.

ARTICLE SECOND : Pour obtenir une exonération du paiement du tarif, les absences devront être justifiées obligatoirement par la fourniture d'un certificat médical auprès des services administratifs de la Commune, dans un délai d'une semaine à compter de la reprise de l'accueil de l'enfant. Le décompte après fourniture des justificatifs s'établit à compter du 1^{er} jour d'absence.

ARTICLE TROISIEME : Qu'aucune modification ne pourra être apportée à l'inscription (jours et fréquence hebdomadaire), l'inscription au service est définitive.

ARTICLE QUATRIEME : Qu'en dehors du cas prévu par l'article second, tout mois débuté est dû. Les seules exceptions possibles sont déménagement, changement définitif d'établissement scolaire, signature d'un contrat d'embauche ou perte d'emploi d'un des parents; elles devront faire l'objet d'une présentation d'un justificatif aux services administratifs de la mairie.

ARTICLE CINQUIEME : Que seuls les enfants inscrits à la garderie du mercredi après-midi pourront bénéficier de la cantine pour ces mêmes mercredis, dans les conditions du tarif forfaitaire mensuel « accueil municipal du mercredi après-midi ».

Dans le cas contraire, les services municipaux ne prendront pas en charge les enfants à compter de 11h30 les mercredis.

De même, les enfants bénéficiant du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.) devront être inscrits à la garderie du mercredi après-midi pour bénéficier de la cantine ces mêmes jours.

ARTICLE SIXIEME: Que la présente délibération est applicable à compter du 1^{er} mars 2015.

ARTICLE SEPTIEME : De charger Monsieur le Maire d'informer l'ensemble des parents d'élèves de la présente délibération et de faire appliquer la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

<p><u>3. SERVICE PUBLIC GARDERIES, MODALITES D'INSCRIPTIONS ET TARIFICATIONS.</u></p>
--

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération du 29/09/2014 portant sur « Tarification prix de l'accueil périscolaire »,

Vu la délibération du 22/12/2014 portant sur « Modalités de tarification des services municipaux cantine et garderies »,

Considérant qu'il convient de préciser les modalités de décompte de la dite tarification,

Considérant la recrudescence des changements d'inscription intervenus tout au long de l'année, plusieurs fois pour les mêmes enfants,

Considérant que cette organisation nuit financièrement et en terme d'organisation au service public,

Mme BERTHIAUX souhaite savoir si la Commune prend en considération les parents ayant des emplois avec des horaires spécifiques qui changent (tel que le corps infirmier ou agents hospitaliers).

M. le MAIRE lui répond que c'est déjà le cas, qu'il prend également les cas exceptionnels tels que les décès.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

S'agissant de la garderie récurrente traditionnelle Lundi, Mardi, Jeudi et vendredi – matin (7h30-8h30) et/ou soir (16h30-18h00) :

ARTICLE PREMIER : Que le tarif forfaitaire voté par délibération du 29/09/2014 est dû par les familles quelque soit le nombre d'heures et de jours d'accueil de l'enfant.

ARTICLE SECOND: Qu'aucune modification des jours, du nombre de jours et de période d'accueil (matin-soir) ne pourra être apportée à l'inscription.

ARTICLE TROISIEME : Que tout mois débuté est dû, sauf absence de plus de 15 jours justifiée par un certificat médical, déménagement, changement définitif d'établissement scolaire, signature d'un contrat d'embauche ou perte d'emploi d'un des parents. L'ensemble de ces exceptions devront faire l'objet d'une présentation d'un justificatif aux services administratifs de la mairie.

ARTICLE QUATRIEME : Que pour chaque jour inclus dans la période des vacances scolaires, il sera décompté 1/20^{ème} du tarif forfaitaire.

ARTICLE CINQUIEME : Que la présente délibération est applicable à compter du 1^{er} mars 2015.

ARTICLE SIXIEME : De charger Monsieur le Maire d'informer l'ensemble des parents d'élèves de la présente délibération et de faire appliquer la présente délibération.

S'agissant de la garderie rythmes scolaires Lundi, Mardi, Jeudi et vendredi (15h45 -16h30) :

ARTICLE PREMIER : Que tout bénéficiaire du service public de la garderie des rythmes scolaires à l'école Lucie Aubrac doit être inscrit pour un minimum de 3 jours par semaine.

ARTICLE SECOND : Lorsque l'enfant est inscrit au service de la garderie des rythmes scolaires, il ne peut quitter l'enceinte de l'école avant 16h30 sauf information 48 heures à l'avance auprès des services administratifs de la mairie ou cas exceptionnels et justifiés.

ARTICLE TROISIEME : Le non-respect des articles précédents aura pour conséquence la radiation du service, après 2 avertissements.

ARTICLE QUATRIEME : De charger Monsieur le Maire d'informer l'ensemble des parents d'élèves de la présente délibération et de faire appliquer la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

4. SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE (S.I.L.) ET REDEVANCE.

Vu le Code de la route,
Vu le Code de l'environnement,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (IISR) modifiée,
Vu le Décret 2012-118 30/01/2012, au Décret 2013-606 du 9/06/2013.

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que les communes peuvent réaliser une signalisation d'information locale.

La signalisation d'information locale est un nouveau mode de signalisation qui ouvre des possibilités supplémentaires pour guider l'usager de la route vers les services et équipements susceptibles de l'intéresser dans son déplacement et situé à proximité de la voie sur laquelle il se déplace.

Par décision en date du 2/02/2015, Monsieur le Maire a retenu l'entreprise Lacroix Signalisation afin de réaliser notamment la signalisation locale de la Commune de LE THORONET soit 9 mâts d'informations permettant de guider l'usager dans sa recherche outre des bâtiments publics, des services de proximité au sens de la circulaire sus visée.

Monsieur BUISINE et Madame PELLERIN, Adjointes ayant établi le cahier des charges en vue de la réalisation de la S.I.L. présentent le projet aux membres du conseil municipal.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'établir une redevance annuelle pour les services de proximité qui souhaiteraient être inscrits sur les panneaux de S.I.L.

La redevance s'entend par lame de signalisation avec une distinction selon que l'information soit recto ou recto verso.

M. SILVA demande à quoi correspond le marché public.

M.BUISINE répond qu'il comprend la fourniture et la pose de 9 mâts : 1 Mono mât Bd du 17 Août 1944- rue de la Bourgade, 1 Bi mât Carrefour Chemin André Camail, 1 Bi mât Carrefour Place Louis Rainaud, 1 Mono mât Carrefour Place Sadi Carnot, 2 Mono mâts Rue des Ubacs, 2 Mono mâts Rue Claudius Camail hauts de l'Abbaye, 1 Bi mât Carrefour Rue Grande.

Il est fourni aux membres du conseil municipal la copie du cahier des charges présentant le projet de la signalétique.

Suite à la demande de Mme BERTHIAUX s'agissant du devenir des panneaux retirés en terme de respect de l'environnement, M. BUISINE et Mme PELLERIN lui assurent que tous les anciens panneaux seront recyclés.

Ils indiquent en outre leur volonté de voir supprimer tous les panneaux sauvages et exposent qu'ils ont invité tous les commerçants pour parler du nouveau code de l'environnement.

Mme PELLERIN rappelle en outre que « la Commune du THORONET n'applique pas un règlement local de publicité, nous sommes dans la règle du règlement national.

Toute la nouvelle signalétique sera posée avant le 19 mars prochain car nous avons eu le premier prix "bassins oliviers", le plus important dans le département du Var.

Nous attachons beaucoup d'importance pour le tourisme et les administrés et nous espérons obtenir notre première « fleur » au concours des villages fleuris ; en outre, M. MARTIN fait le maximum pour obtenir la première "fleur". La signalétique décadente a été relevée par le Conseil Général. Il va falloir retirer 80 % des panneaux ».

M. BUISINE indique « La préfecture par courrier du 14/12/2014 a demandé de réaliser un inventaire et la police qui régit le code de l'environnement sera très sévère.

Cela va être positif au Thoronet. Ce n'est pas le Maire qui décide de retirer les panneaux mais le Préfet avec assistance du Conseil Général ».

Mme BERTHIAUX demande: « Le logo de la croix de la pharmacie entre-t-il dans le service de premières urgences ? ».

Mme PELLERIN répond par l'affirmative car il s'agit d'un panneau normalisé, de plus, la pharmacie aura sa propre lame. Elle précise qu'il n'y a aucun commerçant qui a refusé, tous ont accepté de payer.

M. SILVA remarque que le tarif n'est pas cher.

M. BUISINE répond: « lorsque l'on voit comment fonctionne les petits commerces ruraux, je ne me voyais pas de passer à des prix largement supérieurs. Toutes les personnes présentes lors de la réunion ont refusé 50 € à 80 € de fourchette ».

M. LE MAIRE précise que 1 800 € à 2 000 € permet aux services techniques de la Commune de faire les entretiens sans tuer les commerçants.

M. SILVA s'étonne: « vous n'avez pas fait de concertation pour les modifications des écoles telles que proposées au vote ce soir et pour la signalétique, là vous avez fait une concertation avec les commerçants ».

Mme PELLERIN lui répond : « Nous l'avons fait dans le cadre du nouveau code de l'environnement et nous avons pris à cœur pour répondre à cette attente. L'objectif est de relayer le message du Préfet et de retirer les panneaux ».

M. SILVA propose d'inscrire dans un article sixième une révision annuelle du prix.

Mme PELLERIN répond que l'on ne peut pas faire cela aux commerçants.

M. SILVA précise : « je ne demande pas à ce que nous augmentions, on peut seulement maintenir le prix ».

Mme PELLERIN indique: « nous sommes dans un contexte de crise économique, ce que nous souhaitons c'est attirer les commerçants, nous avons eu 150 000 visiteurs à l'abbaye mais nous n'arrivons pas à les retenir.

Les commerçants vont déposer obligatoirement leurs panneaux, ils sont en difficultés nous n'allons pas les achever. Si nous voulons une dynamique, il faut conserver ces tarifs pour trois ans au minimum ».

M. LE MAIRE conclut: « Si je juge que l'on met à l'ordre du jour, je le soumettrait au Conseil municipal ».

M. BESSONE prend la parole et expose qu'il a assisté à la réunion et rapporte que le tôle a été de payer 80 € par an.

M. BUISINE : « Nous ne mettons pas en place la taxe sur les publicités extérieures, en l'occurrence c'est déjà bien, nous ne voulons pas faire cesser l'activité ».

M. BUISINE remercie Mme PELLERIN pour son implication et son aide dans ce dossier ainsi que Monsieur LE MAIRE pour sa confiance.

M.LE MAIRE : « Si je vous ai choisi c'est que vous le méritiez et que vous avez toute ma confiance ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De proposer aux gestionnaires/propriétaires de services de proximité de voir porter leur activité au sein de la S.I.L. selon une charte graphique imposée par la Commune et dans un ordre de présentation déterminé par elle.

La Commune demeure libre d'accepter ou de refuser la demande de figuration au sein de la S.I.L. et justifiera ses choix.

ARTICLE SECOND : D'établir une redevance annuelle au titre de la S.I.L. selon les tarifs suivants :

DÉSIGNATION	TARIF <u>UNITAIRE</u> ANNUEL
Lame recto (simple face)	20 €
Lame recto verso (double face)	30 €

ARTICLE TROISEME : Le tarif annuel est dû par année civile quelque soit la date d'adhésion et de retrait à la signalétique.

ARTICLE QUATRIEME : La redevance comprend la fabrication de la lame, l'inscription avec le pictogramme correspondant, l'entretien de la lame et son remplacement le cas échéant en cas d'usure ou vandalisme.

ARTICLE CINQUIEME : Toute fin d'activité ou non-paiement de la redevance annuelle aura pour conséquence le retrait automatique de la lame.

ARTICLE SIXIEME : De charger Monsieur le Maire de mettre en œuvre la présente délibération. Ce dernier demeurera libre d'accepter ou de refuser la demande de figuration au sein de la S.I.L. et justifiera ses choix.

Adopté à la majorité des membres présents

(2 abstentions : Monsieur Eric GARCIA et Mme BERTHIAUX Françoise)

Départ de Mme Delphine RONET-YAGUE à 20 heures et donne pouvoir à Mme PELLERIN.

5. COMPTE D022 ET VIREMENT INTERNE N°1

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal leur vote du budget primitif notamment le compte D022 intitulé « dépenses imprévues »,

Ce compte peut être utilisé, autant que de besoin pour abonder des comptes en dépassement.

Son utilisation n'a pas à être précédée par une décision modificative ou autorisation du Conseil Municipal, ce dernier pouvant adopter à posteriori l'utilisation qui en est faite.

Vu les dépenses aux comptes : D-7391172, D-7391178 et D-73923.

Considérant l'approbation par les services de la Sous-préfecture de la procédure telle que décrite,

Considérant la validation par Monsieur le Trésorier Payeur de Lorgues,

Monsieur GARCIA demande s'il s'agit d'une demande de la sous-Préfecture, M. le MAIRE lui répond qu'il s'agit d'une demande du Trésor public de Lorgues.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider le virement interne n°1 budget principal comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-7391172 : Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants	0.00 €	585.00 €	0.00 €	0.00 €
D-7391178 : Autres restitutions sur dégrèvements sur contributions directes	0.00 €	2 965.00 €	0.00 €	0.00 €
D-73923 : Reversements sur FNGIR	0.00 €	865.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0.00 €	4 415.00 €	0.00 €	0.00 €
D-022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	4 415.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	4 415.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	4 415.00 €	4 415.00 €	0.00 €	0.00 €
Total général	0.00 €		0.00 €	

Adopté à l'unanimité

6. ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T : AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A HAUTEUR DE 25% DU BUDGET PRINCIPAL 2014.

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code Général des Collectivités territoriales :

« L'exécutif de la collectivité territoriale est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, en l'absence d'adoption du budget avant cette date l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits, lesquels sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est alors en droit de payer les mandats et recouvrer les titres des recettes émis ».

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au B.P. budget principal 2014 hors remboursement de dettes, en € T.T.C.	429 952,91
Montant pouvant être affecté en € T.T.C.	107 488,22

Monsieur le Maire présente les dépenses d'investissement par chapitre et articles :

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT TTC
Serec Sud Est (actes administratifs)	2112	456,00 €
Groupe 5 S (aspirateur)	2184	252,72 €
Marché Public D014/F02 (Halte Equestre)	2138	19 572,00 €
Marché Public D015/F01 (Signalétique)	2152	27 251,48 €
Outillage services techniques	2158	9 000,00 €
Traçage Sécurité Enfants pour la voirie près de l'École	2151	15 000,00 €
Travaux salle des fêtes polyvalente (réfection et mise aux normes)	2181	35 956,00 €
TOTAL CHAPITRE		107 488, 20 €

Monsieur le Maire indique « les employés des services techniques se servent de leurs outils personnels pour travailler, nous souhaitons désormais globaliser et chaque employé sera responsable de son matériel ».

M. SILVA pose la question : « Pour les travaux de la salle des fêtes, j'ai cru comprendre que c'était en régie ? A quoi correspondent ces montants ? »

M. LE MAIRE : « Il y a toujours du travail, il y a la marchandise, les employés ne font pas l'électricité ».

M. SILVA demande s'il pourra obtenir les factures.

M. LE MAIRE répond qu'il n'y pas eu encore de devis puisqu'il attendait les autorisations du conseil municipal mais que les factures une fois reçues lui seront remises.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-après, pour un montant total de 107 488, 20 € T.T.C., le vote étant réalisé par chapitre.

ARTICLE SECOND : Que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

Adopté à l'unanimité

7. ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T : AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A HAUTEUR DE 25% DU BUDGET EAU POTABLE 2014.

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code Général des Collectivités territoriales :

« L'exécutif de la collectivité territoriale est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits, lesquels sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est alors en droit de payer les mandats et recouvrer les titres des recettes émis ».

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au B.P. budget annexe de l'eau 2014 hors remboursement de dettes en € H.T.	285 755,14
Montant pouvant être affecté en € H.T.	71 438,785

Monsieur le Maire présente les dépenses d'investissement par chapitre et articles :

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT H.T.
Outillage service des eaux	2156	7 000,00 €
TOTAL CHAPITRE		7 000,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-après, pour un montant total de 7 000,00 € H.T., le vote étant réalisé par chapitre.

ARTICLE SECOND : Que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

Adopté à l'unanimité

<p>8. <u>TOUR CYCLISTE INTERNATIONAL DU HAUT VAR MATIN ET SUBVENTION OLYMPIQUE CYCLISME CENTRE VAR DRAGUIGNAN</u></p>
--

Vu le C.G.C.T.,

Considérant la manifestation « 47^{ème} Tour du Haut Var Matin», organisée par l'association Olympique Cyclisme Centre Var Draguignan du 21 février 2015 place Sadi Carnot et dans les rues du noyau villageois,

Considérant que la Commune du Thoronet a été sollicitée à participer à hauteur de 2000 € en 2014 et n'a pas donné une suite favorable,

Considérant cependant que la manifestation a été gracieusement organisée par l'association en 2014 et présente un intérêt certain pour l'attrait touristique du Thoronet,

Considérant l'impact économique très positif pour la Commune, avec notamment la présence en 2015 pendant trois jours sur le Thoronet de Cadel Ewans (vainqueur du tour de France 2011 et champion du monde sur route en 2009) et de son équipe,

Considérant dès lors qu'il est nécessaire d'encourager l'association dans la pérennisation de son action locale notamment au Thoronet,

Monsieur le Maire indique que Cadel EWANS, son appui technique et les équipes sont logés à l'hostellerie de l'abbaye qui a fait un grand effort pour les accueillir.

M. SILVA demande: « Pourquoi la Commune n'a pas participé en 2014 ? »

M. LE MAIRE répond : « Nous n'avons pas eu les moyens financièrement ».

M. SILVA propose « Peut-on réaliser une séance de dédicace avec Cadel EWANS ? On pourrait faire un événement ».

M. LE MAIRE : « Toute les années nous le faisons, cette année il n'est pas prévu la venue de Poulidor sur la Place car les gens ne s'étaient pas déplacé.

M. BESSONE interpelle sur le fait que si les thoronéens ne viennent pas c'est parce que la route est barrée.

M.ZAMORA réfute car la route n'est barrée qu'une demi-heure avant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter l'organisation de la manifestation du 21 février 2015 au sein du Village.

ARTICLE SECOND : D'attribuer une subvention de 2000 € au titre de l'organisation du 47^{ème} Tour cycliste international du Haut Var Matin à l'association Olympique Cyclisme Centre Var Draguignan.

Adopté à l'unanimité

9. <u>MAISON DES JEUNES ET RENOUVELLEMENT DU SERVICE PUBLIC LOCAL</u>
--

Vu la procédure de Marché Public 012/S01, ayant pour objet la mission de coordination (gestion et suivi) et de soutien logistique pour la structure de la maison des jeunes, attribué le 18/06/2012 à l'association déclarée ODEL VAR.

Considérant le montant annuel du marché public soit 44 973 € T.T.C.,

Considérant les participations de la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.) pour un montant annuel de 40 468,66 € T.T.C.

Considérant que le marché public arrive à échéance le 24/06/2015,

Considérant que cette structure accueille 30 jeunes par an,

Considérant qu'il s'agit d'un service public facultatif d'intérêt général,

Mme BERTHIAUX demande un bilan de l'activité, et un document intitulé "Bilan été 2014 Espace Jeunes du Thoronet" lui a été fourni par Odile TAXI.
Elle demande également si du personnel communal y participe.

M le MAIRE répond par l'affirmative et lui indique qu'il y a un contrat aidé de 20h.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La poursuite du service public local facultatif de la Maison des Jeunes.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de prendre toute décisions pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

<p><u>10. AVENANT A LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE POUR LES COLLECTIVITES AFFILIEES – MODIFICATION DE LA FACTURATION DES ACTIONS EN MILIEU PROFESSIONNEL (AMP)</u></p>

Monsieur le Maire indique que les textes distinguent les vacations de **Surveillance Médicale** (SM) de celles d'**Action en Milieu Professionnel** (AMP) et précisent que l'Action en Milieu Professionnel doit représenter au moins $\frac{1}{3}$ temps.

Ainsi lorsque 2 vacations de consultations sont effectuées, 1 vacation d'Action en Milieu Professionnel doit être réalisée. Sans ce $\frac{1}{3}$ temps, il n'est pas possible de garantir la qualité du service rendu par le service de médecine préventive qui permet :

- de mieux connaître les conditions de travail dans chaque collectivité,
- d'apporter les informations de prévention appropriées aux situations analysées,
- le cas échéant, de définir des préconisations d'aménagement pertinentes et adaptées à chaque collectivité,
- de conseiller plus efficacement les autorités territoriales en matière de prévention des risques professionnels ou d'amélioration des conditions de travail...

La convention d'adhésion des collectivités affiliées au service de médecine préventive, approuvée en séance du Conseil d'Administration le 17 juin 2013, prévoit une tarification à la vacation, qu'elle soit de Surveillance Médicale ou d'Actions en Milieu Professionnel. Cette convention précise également la condition fixée par décret du $\frac{1}{3}$ temps pour l'Action en Milieu Professionnel.

Le tarif des vacations destinées aux actions en milieu professionnel est financé par la cotisation additionnelle versée au CDG 83.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'approuver la modification de la facturation des Actions en Milieu Professionnel telle que présentée par Monsieur le Maire.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention d'adhésion du service de Médecine Préventive pour les Collectivités Affiliées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Adopté à l'unanimité

11. <u>ADOPTION DU TABLEAU DES EFFECTIFS</u>

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant

Vu la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret d'application n° 88-145 du 15 février 1988,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal d'adopter le Tableau des effectifs détaillant le grade, l'emploi, le service d'affectation, le temps de travail en pourcentage et le statut des agents de la collectivité,

Considérant qu'il est prévu de réactualiser ce tableau annuellement pour suivre l'évolution qualitative et quantitative des effectifs,

Mme BERTHIAUX a demandé qu'il soit mentionné "pourvus" comme il est indiqué "vacants" sur la page 7 du tableau des effectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le tableau des emplois permanents de la collectivité, établi à la date du 02/02/2015.

Adopté à l'unanimité

12. CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION DU VAR ET EXAMENS PSYCHOTECHNIQUES

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Gestion du Var en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, peut assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements du département du Var qui le sollicitent.

Le Centre de Gestion du Var propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévues aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

Ces examens s'adressent donc exclusivement aux agents assurant à titre principal la conduite d'un véhicule dès lors qu'ils sont également titulaires du permis de conduire approprié en état de validité et détenant un des grades suivants :

- Adjoint Technique Territorial de 2^{ème} classe
- Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} classe
- Adjoint Technique Territorial Principal de 2^{ème} classe
- Adjoint Technique Territorial Principal de 1^{ère} classe

Chaque examen comprend des tests destinés à donner un avis au Médecin de Médecine Professionnelle sur les fonctions sensorielles et motrices des candidats dans le cadre de l'aptitude à exercer la fonction de Conducteur.

- Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION, le 1^{er} janvier 2012, pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles. Il a été renouvelé pour l'exercice 2015.
- Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur le Maire indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la convention annexée à la présente délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le Centre de Gestion du Var.

Adopté à l'unanimité

13. CONVENTION CREATION D'UNE CELLULE DE CITOYENNETE ET DE TRANQUILLITE PUBLIQUE INTERCOMMUNALE LORGUES-ENTRECASTEAUX-LE THORONET.

Vu la loi du 5 mars 2007, relative à la prévention de la délinquance,

Vu les articles L 2211-1 et L 2211-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 50 de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances,

Vu les articles R 15-33-61 et suivants du Code des procédures pénales,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Considérant la déclaration d'engagement pour la mise en œuvre des prérogatives du Maire en matière de prévention de la délinquance et d'une cellule de Citoyenneté et de tranquillité publique intercommunale Lorgues – Entrecasteaux – Le Thoronet,

Considérant la possibilité pour les Communes de mettre en œuvre une cellule de Citoyenneté et de tranquillité publique intercommunale en vue de mener des actions de prévention de la délinquance et de prévenir l'inscription durable des personnes dans un processus de décrochage scolaire et/ou de déscolarisation, d'éviter la réitération de comportements de nature à porter atteinte à la tranquillité publique,

Considérant la proposition des Communes de Lorgues et d'Entrecasteaux, d'associer le Thoronet à une cellule de Citoyenneté et de tranquillité publique intercommunale,

Considérant l'intérêt que revêt cette convention conclue avec les deux Communes ainsi qu'avec Mme le Procureur de la République T.G.I. de Draguignan, Mme la Responsable de l'unité éducative de la P.J.J. de Draguignan, le Coordonnateur CLSPD et référent social, le Major Commandant de brigade de gendarmerie, la Police Municipale de Lorgues et le Proviseur de la cité scolaire.

Lecture est donnée du projet de convention établie par le collectif des Maires et validée par la commission d'éthique et d'évaluation.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, se prononce pour ne pas procéder à bulletin secret pour l'élection des trois représentants thoronéens.

Quatre candidates se présentent :

- Mme BERGEZ Danielle
- Mme BERTHIAUX Françoise
- Mme PELLERIN Annick
- Mme TAXI Odile

Ont obtenu :

Candidates	Nombre de suffrages exprimés
Mme BERGEZ Danielle	14
Mme BERTHIAUX Françoise	3
Mme PELLERIN	13
Mme TAXI Odile	14

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la convention portant sur la création d'une cellule de citoyenneté et de tranquillité publique intercommunale Lorgues-Entrecasteaux-Le Thoronet.

ARTICLE SECOND : De désigner 3 élues thoronéennes : Mme BERGEZ Danielle, Mme PELLERIN Annick et Mme TAXI Odile ainsi que Monsieur VENIGER, Chef de la police municipale de la Commune, membres de la cellule de citoyenneté et de tranquillité publique intercommunale.

ARTICLE TROISIEME : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la dite convention.

Adopté à l'unanimité

(Sauf article second à la majorité selon suffrages exprimés)

14. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT TITULAIRE ET D'UN SUPPLEANT A LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Communauté de Communes Cœur du Var par délibération n° 2014/111 a instauré le régime de la fiscalité professionnelle unique à compter du 01/01/2015.

A ce titre, le code général des impôts, et notamment l'article 1609 nonies C impose la création d'une commission locale d'évaluation des charges transférées.

Elle est composée de membres des Conseils Municipaux des Communes concernées. Chaque Conseil Municipal dispose d'au moins un représentant. Ces membres sont désignés par les Conseils Municipaux. La commission élit son président et un vice-président.

Par ailleurs, la commission peut faire appel pour l'exercice de sa mission à des experts.

Par délibération n° 2014/122 du 02/12/2014, le Conseil Communautaire a créé la commission et fixé sa composition. Chaque Commune doit désigner :

- 1 représentant titulaire
- 1 représentant suppléant

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la délibération n° 2014/111 du Conseil Communautaire instaurant le régime de la fiscalité professionnelle unique,

Vu la délibération n° 2014/122 du Conseil Communautaire créant et fixant la composition de la commission locale d'évaluation des transferts de charges,

Oui l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, se prononce pour ne pas procéder à bulletin secret.

Deux candidats postulent pour être désignés représentants titulaires :

- M. BUISINE Serge
- M. SILVA Alain

Ont obtenu :

Candidats	Nombre de suffrages exprimés
M. BUISINE Serge	13
M. SILVA Alain	3

Deux candidats postulent pour être désignés représentants suppléants :

- M. BOISBOURDIN Philippe
- M. SILVA Alain

Ont obtenu :

Candidats	Nombre de suffrages exprimés
M. BOISOURDIN Philippe	13
M. SILVA Alain	3

ARTICLE UNIQUE : Qu'ont été proclamés :

Représentant Titulaire	Monsieur BUISINE Serge
Représentant Suppléant	Monsieur BOISBOURDIN Philippe

au sein de la commission locale d'évaluation des charges transférées de la Communauté de Communes.

Adopté à la majorité

<u>15. ASSOCIATION POUR UN PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE DES MAURES ET DESIGNATION DU MEMBRE SUPPLEANT DU MAIRE</u>
--

Monsieur le Maire expose que l'objet de l'association est de finaliser et de promouvoir, auprès des différentes instances décisionnaires et des populations, un Projet du territoire des Maures de développement durable et de soutenir sa mise en œuvre.

L'Association est composée :

- d'élus représentant les communes ou groupements de communes du territoire des Maures en la personne de leur Maire ou de leur Président en exercice. Chacun d'eux dispose d'un suppléant désigné par leur assemblée délibérante ;
- de personnes morales représentant la société civile, c'est à dire des acteurs socio-économiques et associatifs concernés ou intéressés par l'objet de l'Association ; le représentant d'une personne morale et son suppléant sont désignés par leurs organismes habilités à cet effet.
- de personnes physiques qualifiées dans le domaine d'activités de l'association.

Monsieur le Maire indique qu'il convient de désigner les délégués au sein de l'Association pour un projet de développement durable du territoire des Maures.

Un délégué suppléant doit être désigné, le délégué titulaire était obligatoirement le premier magistrat de la Commune en exercice selon les statuts de l'association.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De désigner, Mme BERGEZ Danielle, déléguée suppléante, au sein de l'association pour un projet de développement durable du territoire des Maures

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

M. le MAIRE :

- Lecture remerciements pour le colis de Noël des anciens.

- Lecture courrier de l'association « Les Gueules Rouges du Var » et demande d'une cotisation d'un montant de 120 euros.
- Lecture félicitations pour l'ouverture de la pharmacie. M. Garcia précise suite à la lecture par le maire d'une lettre d'un administré que « la minorité se félicite de cette installation qui sert l'intérêt des Thoronéens et doublement du fait des heures passées sur le dossier ».
- Lecture courrier de l'Association des Maires du Var et demande d'aide financière pour les Communes et leurs administrés durement touchés par les terribles intempéries. Il sera proposé la somme de 1 000 € au budget.
- Lecture courrier anonyme portant sur l'ouverture de la pharmacie et les horaires des commerçants.
- Elections départementales 22 et 29 mars 2015 et organisation des bureaux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.

Le secrétaire de séance

M. Alain SILVA